

Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ.

Quartier de Celleneuve - Augmentation du taux de subventionnement des travaux de ravalement - Modification du règlement de ravalement obligatoire - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La préservation du patrimoine est un des objectifs de l'opération « Montpellier Grand Cœur » pour améliorer le cadre de vie des quartiers. Le ravalement de façade est une des actions y contribuant.

Ainsi, la Ville de Montpellier a décidé par délibération n°2016/210 du 22 juin 2016, la création d'un périmètre de ravalement obligatoire sur le centre ancien du quartier Celleneuve présentant un caractère patrimonial et des typologies spécifiques à ce quartier/village organisé autour de son église classée monument historique (80 % des façades des immeubles méritent d'être ravalées).

Depuis le début de cette campagne, il est constaté que l'opération de ravalement a du mal à démarrer. En effet, malgré des améliorations du règlement du ravalement pour faciliter l'engagement des travaux (validées par délibération n°V2018-363 du 25 octobre 2018) concernant le mode de calcul du taux de subvention avec suppression de la dégressivité, le taux restant au maximum de 30 %, et possibilité d'un subventionnement des programmes partiels de travaux dès lors qu'ils constituent un ensemble homogène. A ce jour, seuls cinq ravalements ont été subventionnés et 9 dossiers ont fait l'objet d'une demande de subvention.

La Ville et la Métropole poursuivant leur programme de travaux d'aménagement de l'espace public, il apparaît opportun, en accompagnement à ces actions, de modifier le règlement de la campagne de ravalement sur le quartier de Celleneuve, en proposant d'augmenter les aides pour les rendre plus attractives pour les propriétaires. La Ville souhaite en effet soutenir par cette action l'embellissement du cadre de vie du centre de Celleneuve, en aidant les propriétaires à restaurer leur patrimoine dans un contexte économique qui, depuis la crise sanitaire, s'est affaibli.

Actuellement, le taux est de 30 % de subvention pour un ravalement complet, et pour les travaux partiels, le paiement de la subvention se fait en deux temps :

- Une avance de 20 % du montant TTC des travaux partiels ;
- Le déblocage du solde de 10 % lorsque le ravalement de l'ensemble de l'immeuble est réputé complet et conforme aux prescriptions.

Il est donc proposé, pour la dernière année de la campagne de ravalement, soit jusqu'au 30 juin 2022 :

- D'augmenter le taux de 30 % à 40 % de subvention pour un ravalement complet ; et pour des travaux partiels de 20 % à 25 %, ainsi que de 10 % à 15 % au solde ;
- De modifier le règlement attributif en ce sens.

Cette modification est compatible avec le budget prévisionnel global inscrit au Plan pluriannuel d'investissement (PPI) de la Ville jusqu'en 2022. Par ailleurs, ce dispositif pourrait être prolongé avec les mêmes augmentations de taux de subvention jusqu'en 2026. Le périmètre reste inchangé par rapport à celui validé lors de la délibération n°2016/210.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'augmentation du taux de subvention à 40 % pour la dernière année de la campagne de ravalement obligatoire sur le périmètre de Celleneuve ;
- D'approuver la modification du règlement de ravalement obligatoire du quartier de Celleneuve ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24 juin 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 juin 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- REGLEMENT ravalement Celleneuve
- Cahier des prescriptions générales

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210614-160151-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/06/21
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.